

OPERATION MURAMBATSVINA:

La lutte pour la sécurité et les espaces urbains au Zimbabwe

Amanda Hammar, coordinatrice de programmes, Nordic Africa Institute, Uppsala

En mai 2005, le gouvernement du Zimbabwe a entrepris une campagne d'épuration urbaine appelée « opération Murambatsvina » (opération rétablissement de l'ordre). Visant officiellement à « nettoyer la saleté » et à « rétablir l'ordre » dans les zones urbaines, cette campagne était en fait une opération hautement militarisée menée à travers le pays et dont l'objectif était plus complexe. Les critiques y ont vu une vengeance politique à l'encontre des partisans de l'opposition dans les villes — car les villes sont en effet des bastions de l'opposition politique que le régime de la Zanu-PF, au pouvoir depuis longtemps, tentait de mater depuis 2000 —, conjuguée à une manœuvre préventive pour contrer l'insatisfaction croissante des citoyens au cours d'une période de difficultés économiques extrêmes dont beaucoup attribuaient la responsabilité au gouvernement¹.

Lors de son lancement officiel à Harare, l'opération Murambatsvina a été décrite comme une campagne qui allait « mettre un terme à toutes les formes d'activités illégales ... supprimer le chaos ... et ramener le bon sens dans la ville de Harare² ». Les vendeurs ambulants et les exploitants de petites entreprises accusés d'exercer des activités illégales ont été arrêtés, et leurs commerces ont été détruits. Les habitations

construites par leurs propriétaires dans les townships densément peuplés sont soudainement devenues illégales, une décision qui représentait un changement radical par rapport à la reconnaissance de facto de ces logements autonomes par le gouvernement depuis l'accession du pays à l'indépendance. Des bulldozers et des équipes de démolition ont été amenés à pied d'œuvre, ces dernières étant souvent constituées de milices de jeunes formées par la Zanu-PF, et dans la mêlée certaines personnes ont été blessées ou même tuées. Des familles ont été forcées de détruire leur maison de leurs propres mains sous la menace de coups, d'amendes ou d'emprisonnement.

On estime qu'au cours des six premières semaines suivant le lancement de l'opération, 700 000 citoyens ont perdu leur foyer ou leur gagne-pain.

On estime qu'au cours des six premières semaines suivant le lancement de l'opération, 700 000 citoyens ont perdu leur foyer ou leur gagne-pain et jusqu'à 2,4 millions de personnes ont

été touchées au total³. Les occupants ont été transportés de force vers des zones rurales éloignées ou réinstallés dans des camps d'attente périurbains où les abris, l'accès à la nourriture et à l'eau potable, la salubrité ou les moyens de gagner sa vie étaient inadéquats. Ces camps, qui existent toujours plus d'un an plus tard, sont gardés par des forces de sécurité loyales au parti au pouvoir qui contrôlent le peu d'aide humanitaire autorisé à entrer dans le pays. On a signalé des abus dans la distribution des ressources, y compris le refus d'aide alimentaire à certaines personnes déplacées et la demande de faveurs sexuelles.

Le président Mugabe maintient que l'opération était un programme de reconstruction bien conçu et que le Zimbabwe « n'abaîsserait pas son niveau de vie en milieu urbain pour permettre les huttes de boue et les latrines de brousse⁴ ». De nombreux résidents expulsés ont néanmoins souligné que le gouvernement ne leur avait pas fourni de logements de rechange. Bien loin de produire un renouveau urbain, la campagne s'est soldée par une situation de pauvreté, d'itinérance et de vulnérabilité sans précédent dans les villes, en particulier au niveau de la sécurité alimentaire, de la santé et de la sécurité des individus.